

E

Si rien d'important sur le plan intérieur ou international ne vient contrarier d'ici là la politique de la France, dans deux à trois ans nous aurons à Moruroa une base d'essais nucléaires ; les accords d'Evian prévoient que la France pourra utiliser les installations sahariennes de Reggane et d'In-Ekker pendant 5 ans à compter de la signature soit jusqu'en 1967. Reggane est déjà démontée mais il est à prévoir que notre pays continuera à faire des tests à In-Ekker (In Amguel), mais on peut imaginer que se feront simultanément des tirs souterrains au Sahara et des tirs aériens en Polynésie.

Comme vous le savez, cette base est un instrument capital de la D.N. et si elle est un jour supprimée mettons nous bien dans la tête que ce ne sera pas sur notre requête mais en fonction de la conjoncture nationale ou internationale. Cela ne nous empêche pas d'en étudier les inconvénients et les avantages, car, si la décision du C.E.P. lui même nous échappe, par contre nous pouvons infléchir les conditions de son fonctionnement : notre volonté, notre attention, là, peuvent quelque chose.

A priori, le risque majeur est évidemment celui de la contamination, de l'irradiation. Excluons le risque stratégique auquel j'avais personnellement pensé à l'origine : en effet l'ennemi n'a aucune raison, dans une guerre éclair, de tirer sur un lieu d'expériences car la nation qui fait des essais ne commettra pas l'erreur de faire du champ de tir une base de lancement offensif ni même un dépôt.

La Polynésie sera certes un laboratoire, mais pas une usine d'armement et les bombes, fabriquées en France en série, seront dispersées sur les différents vecteurs (avions ou sous-marins).

Donc, seules les retombées des explosions sont à craindre : les réponses aux questions que nous avons posées tant en ce qui concerne les humains que les poissons m'ont paru de nature à tranquilliser. Mais nous recevrons bientôt les renseignements promis par le Général Thiry au questionnaire déposé par le Président de l'A.T. J'ajoute que deux pour cent des effectifs du Commissariat à l'Energie Atomique sont exclusivement chargés de la protection et que ceux qui sont aux premières loges seront les premiers à prendre des précautions. Dans une ville de dix mille habitants ou 1000 personnes seraient pompiers professionnels en état d'alerte croyez vous qu'il y aurait des incendies sérieux ?

Personnellement je me refuse à penser que la France, que le Général de Gaulle imposeraient à la Polynésie une menace perpétuelle. Nous avons le devoir de nous assurer au maximum la protection de la population mais je crois qu'une fois notre souci vigoureusement exprimé - et il l'a été - nous devons faire confiance aux spécialistes de ces questions.

./...

Exposé de A. Gérald Copenrath devant l'association d'anciens combattants UTCVR à son retour de visite d'In Amguel (juillet 1963)

Il est des inconvénients sérieux, ceux là de caractère économique et social, dont nous devons être conscients et que par notre attention nous pouvons atténuer et contenir en partie :

- le tourisme risque d'être compromis, mais nous devons nous employer à faire bien savoir que Tahiti, Bora-Bora et Moorea sont beaucoup plus éloignés de Moruroa que Las Vegas du désert du Nevada.
- nous devons surveiller les transferts intempestifs de population beaucoup moins par des mesures de police qu'en accordant aux sédentaires agricoles des avantages qui les aident à se maintenir chez eux.
- le niveau de vie de bien des personnes, aussi bien des ouvriers que de commerçants ou de cadres locaux va devenir artificiel. Vous imaginez le danger en cas de récession, en cas d'arrêt du CEP, sur lequel insistait récemment, d'ailleurs après d'autres, JB Céran J. dans un numéro du Te Aratai. Il faut s'assurer de ce qu'après le C.E.P., ce ne sera pas le vide, et trouver dès aujourd'hui une activité de rechange, de relance. A une question que je lui posais le Général Thiry répondait qu'il était envisagé qu'une base de lancement de fusées pourrait prendre le relais, mais rien n'en est évidemment certain.

Les avantages du CEP, je n'ai pas besoin d'y insister :

les investissements d'infrastructure :

- aéroport international de dégagement de Hao
- aéroports locaux
- port de Papeete
- routes de pénétration

les activités industrielles nouvelles

le développement culturel et social : effort d'instruction et relations plus fréquentes avec la Métropole.

Mais nous avons un impérieux devoir c'est que ne s'accroisse pas le handicap dont souffrent actuellement les agriculteurs. Un plan doit être concerté pour tenir ce front difficile ; j'en vois les éléments :

- financement accéléré d'entreprises de caractère public telle que celle d'Opunohu
- replantation des cocoteraies des Tuamotus, à bien partie, diversification des cultures, orientation vers les produits consommés sur place (fruits et légumes, lait)

